

«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»

La Commune

n° 120

Mensuel de l'organisation *La Commune - Pour un Parti des Travailleurs*
membre du courant international *Mouvement socialiste des travailleurs (IVe Internationale)*

novembre 2017

2,50 €

Catalogne :

La Monarchie, ce sont les exploités

La République, ce sont les travailleurs

Dossier du mois : La Catalogne lire pp. 8 et 9

La violence policière « en marche » lire p. 6

La compréhension marxiste de l'économie lire p. 13

Éditorial

L'espoir

SOMMAIRE

Pages

• Editorial.....	2
• Chronique d'une chute de régime...	3
• Droit à l'avortement.....	4
• Violences policières.....	6
• POid.....	7
• Dossier : Catalogne.....	8
• Argentine.....	10
• Palestine.....	11
• Kurdistan.....	12
• Théorie-formation.....	13
• Histoire : octobre 1917.....	14

Depuis deux mois, le peuple catalan secoue le joug de l'oppression et cherche les voies et les moyens de donner corps à sa propre république.

En France, tous les partis (jusqu'au ...FN) ne jurent que par la République et la laïcité. Mais, lorsqu'une vraie république s'avance face à une monarchie antilaïque, tous ces amants de Marianne poussent de hauts cris : c'est illégal ! Le Monde qui croit détenir une part de vérité sur le marché médiatique se mue aussitôt en organe officieux de cette monarchie. Dans son concert de casseroles institutionnel, Mélenchon n'est pas le dernier. Il est en première ligne pour tancer vertement un peuple qui a pris au mot sa belle formule d'insoumission.

L'espoir que soulève ce vent de liberté à Barcelone réveille aussi toutes sortes d'esprits chagrins, tatillons, grands sceptiques mais très radicaux. Leur sentence est parfois sans appel : « les ouvriers catalans sont embarqués dans une aventure et se battent pour des intérêts qui leurs sont étrangers ». Ainsi, l'intérêt des ouvriers serait comprimé entre les quatre murs de leur « taule ». Ce qui revient à dire aux ouvriers : « mêlez-vous de vos affaires ». Or, c'est ce qu'ils font, ces centaines de milliers d'ouvriers, d'employés qui ont compris par expérience que « la question sociale » ne peut trouver de solution dans le cadre de contrainte et d'obéissance qu'est l'État espagnol avec son régime « néo » franquiste. Ces esprits chagrins qui considèrent qu'une révolution commence obligatoirement sous les drapeaux rouges et en chantant l'Internationale répètent à l'envi que les ouvriers catalans sont sous l'emprise de la « bourgeoisie catalane ».

Cette bourgeoisie-là a vite choisi son camp, celui des gardiens de ses privilèges : la monarchie ! Quitte à sacrifier ses représentants politiques « locaux ».

Ceux qui jureraient que les indépendantistes catalans faisaient le jeu de l'Union européenne ne sont pas mieux lotis : les chefs de l'UE mais aussi Trump sont « vent debout » contre la révolution catalane. Macron - flanqué de Valls - monte en première ligne contre cette levée en masse. Ce n'est évidemment pas par amour de l'Espagne « unie ». Ils craignent ce qu'ils appellent la « conta-

gion ». En effet, le printemps catalan s'inscrit dans une trame : celle du Brexit en Angleterre, du printemps 2016 en France contre la loi travail, du combat pour le droit à l'avortement en Irlande. Quels que soient leur point de départ apparent, tous ces mouvements tendent à renverser l'ordre établi en Europe et dans chaque pays. Tous ces mouvements sont aux prises avec la « réforme permanente » qui détruit la vie sociale et la vie démocratique, dans tous les pays.

Ces « grands de ce monde » donnés gagnants par les grands médias et les mauvais augures de type Mélenchon sont isolés des populations, ne recueillent d'adhésion que dans les couches sociales les plus restreintes, les plus parasitaires. Ils n'ont d'autre programme que de transformer les hôpitaux en machines à sous, en hospice à refouler les patients, en usines qui incitent les personnels au suicide. Tout leur programme se résume à une impasse ...avec des matraques. En France, le Parlement n'est plus qu'une cour des miracles. Aussi, de même que la crise de la monarchie en Espagne a préparé les événements actuels en Catalogne, la crise du vieux régime né il y a bientôt soixante ans en France porte en elle ce que Mélenchon appelle « la pagaille », c'est-à-dire le rassemblement au grand jour de tous les exploités et les opprimés n'y tenant plus, lequel ne se produira pas selon le schéma préétabli de la dite « convergences des luttes », mais, comme en Mai-juin 1968, à la surprise générale, à partir d'un problème ou d'un fait « de trop ». C'est cet espoir que porte la révolution en cours en Catalogne : celui de l'émancipation.

Les « objectifs » du mouvement catalan ne seraient pas « assez clairs », préviennent les esprits chagrins. L'objectif actuel du mouvement n'est pas, un point de chute mais une position de départ qu'il appartient à tout révolutionnaire sérieux de défendre pour pouvoir ouvrir une perspective de transformation sociale digne de ce nom.

12 novembre 2017

ABONNEMENT

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal, ville :

Onze numéros : 26 €

Abonnement de soutien : 40 € ou plus

Chèques à l'ordre de : **ADIDO**

A retourner avec le présent bulletin (ou copie) à :

ADIDO
8, rue de la Forêt Noire
34 080 MONTPELLIER

Chronique d'une chute de régime

Cruauté sociale et effondrement politique

Il s'appelait Laurent. Il avait 36 ans, il était neurochirurgien en pédiatrie au CHU de Grenoble. Il avait encore la vie devant lui et la passion de son art. Il vient de se donner la mort, ce 4 novembre, dans un bureau jouxtant le bloc opératoire. La direction du CHU a exprimé sa douleur, mais ce suicide s'ajoute à la longue liste des suicides à l'hôpital public qui, depuis au moins trois ans, est au bord de l'explosion, du simple fait de lois cruelles qui mettent patients et soignants en danger grave.

Nous n'avons pas oublié la défenestration de Jean-Louis Mégny, cardiologue qui s'est défenestré le 17 décembre 2015 depuis son bureau à l'Hôpital européen Georges-Pompidou à Paris (XVe). Une association porte désormais son nom. Réagissant à la mort de son collègue Laurent, le professeur Philippe Halimi, président cette association dénonce : « Nous y avons 5 dossiers de médecins maltraités par leur hiérarchie, dont trois que nous avons transmis au médiateur national (...) il y a visiblement des problèmes à Grenoble. »¹

Quand les hôpitaux sont transformés en machines à sous

Cette maltraitance a un nom : le management. Le management appliqué à l'Hôpital public a un but : transformer les hôpitaux en machines à sous. Comment ? Au gré de la « tarification de l'acte », la T2A. Plus il y a d'actes, plus l'argent rentre. Plus les séjours sont courts, plus il y a d'actes. Les patients souffrant de pathologie lourde sont ensuite relégués dans des « SSR » : centres de soin de suite et de rééducation. Cette machine à sous exfiltre les malades et broie les personnels. Les médecins sont soumis à des horaires délirants et sont sommés de « faire du chiffre ».

Personnels infirmiers, anesthésistes, soignants enchaînent les heures supplémentaires, les gardes, les patients s'impatientent. L'encadrement supérieur « manie » les femmes et les hommes (Management est un anglicisme qui vient du français, du verbe ... manier). Cet encadrement brandit des « indicateurs » de « performances » et use de gros mots comme « l'excellence » et le « savoir-être ». Ici, les mots remplacent la trique, ils agissent comme des teasers. Au bout de cette spirale, c'est le désespoir. Cette destruction psychologique (et physiologique) des salariés est induite directement par les suppressions de postes, les suppressions de lits et la



Jean-Louis Mégny

flexibilité des horaires à l'infini qui brise la vie de famille des personnels, rompt leur sommeil et casse leur horloge biologique.

Des licenciements moyenâgeux

Les interventions des hommes politiques semblent alors complètement déconnectées de cette terrible réalité que l'on n'invoque éventuellement qu'à des fins de démagogie, de récupération, d'opposition en trompe-l'œil.

Leurs monologues, leurs mises en scène, leurs « tacles », leurs pirouettes, leurs dérobades, leur enfumage permanent des choses nous livrent le spectacle permanent de leur décomposition.

Ce cinéma-là jure avec la vraie vie : ce salarié de l'hypermarché Leclerc de Trélissac qui est licencié pour « vol », en réalité pour avoir mangé une banane dans la réserve du magasin car se trouvant en état d'hypoglycémie². Cette salariée de l'hypermarché Leclerc de Niort, mère de deux enfants, licenciée pour avoir « volé » deux sandwiches.³

Mélenchon et consorts dans la tourmente « médiatique »

À l'entendre, Mélenchon souffre, lui aussi. « J'ai eu droit à une tourmente médiatique sur « ma déprime » après avoir « perdu la bataille » face à Macron. J'ai même entendu un « commentateur »

dire de moi que je « n'en peux plus ». Et un autre que je serai en réalité « bipolaire ». Pour lui la maladie est une disqualification. Le Figaro s'est offert une première page sur le thème. La volonté de nuire du grand journal de droite atteste de sa conversion récente désormais assumée en faveur de Macron »⁴. Victime d'une « tournante médiatique » !!! Passons sur les heurs et malheurs des pontes de LFI : l'invitation de Corbière à Bern pour l'initier à « l'histoire du mouvement ouvrier »⁵, Garrido sommée de quitter son poste à LFI par le CSA (selon elle), pour rester sur la chaîne de Bolloré. Avec des opposants de ce genre, Macron pourrait tenir 20 ans !

Côté « Les républicains », tout fout le camp : les « constructifs » (proches de Macron) sont exclus. En catimini, Juppé se met « en marche » pour Macron et les survivants (Wauquiez et consorts) se radicalisent toujours plus à droite.

Tout peut arriver, à tout moment

Les oppositions assermentées sont indispensables à la cohésion du régime qui s'écroule (encore trop lentement). À leur tour, elles sont marginalisées, inaudibles et fracturées. Cependant, ne faisons pas injure à Macron et à ses concurrents des diverses oppositions institutionnelles de ne pas comprendre que tout peut arriver, à tout moment.

Une société qui dévore ses hôpitaux est une société irréversiblement atteinte. En s'attaquant à ce fondement séculaire, le pouvoir en place quitte les bases de la civilisation. Atteint lui-même par une crise de domination politique sans issue, il crée alors une situation révolutionnaire.

Stéphane Nakache,
13 novembre 2017

1. [http://www.leparisien.fr/...](http://www.leparisien.fr/)
2. <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2017...>
3. <http://france3-regions.francetvinfo.fr/...>
4. <http://www.gauchemip.org/spip.php...>
5. <http://www.lefigaro.fr/vox/histoire/2017/...>

Une histoire du ventre des femmes au XXe siècle, épisode 2

La bataille pour la légalisation de l'avortement

Revenons sur la question essentielle à l'origine de l'hécatombe qui a été décrit dans le premier épisode. Sous l'Ancien Régime, et même en remontant jusqu'à l'Antiquité, les méthodes et recettes contraceptives plus ou moins efficaces ne sont pas criminalisées et sont couramment utilisées. Comment et pourquoi l'avortement a-t-il été interdit pour aboutir à la situation décrite précédemment ? Comment en est-on arrivé là ?

Sous l'Ancien Régime, et même en remontant jusqu'à l'Antiquité, les méthodes et recettes contraceptives plus ou moins efficaces ne sont pas criminalisées et sont couramment utilisées. Des livres donnent ainsi des recettes empêchant la fécondation et provoquant l'avortement précoce¹.

L'infanticide est puni de mort mais l'avortement avant le 40e jour de conception n'est pas considéré comme un infanticide² (jour où le fœtus masculin est censé s'animer, et donc avoir une âme, on considère que le fœtus féminin s'anime un peu après³).

Au fil du temps, entre contraception et avortement

En 1556 c'est Henri II qui produit un édit qui reste en vigueur jusqu'à la Révolution punissant l'avortement, édit repris par l'article 317 du code pénal de 1810⁴.

A la Révolution, l'article XVII du code Pénal⁵ précise que « *Quiconque sera convaincu d'avoir, par breuvages, par violence, ou par tout autre moyens, procuré l'avortement d'une femme enceinte, sera puni de vingt années de fer* ».

Dès la fin du XVIII^e siècle, l'aristocratie puis la bourgeoisie très tôt, limitent leur descendance afin d'éviter une dispersion de la fortune. La démographie chute. C'est donc Napoléon qui durcit les peines requises contre l'avortement, on devine aisément pourquoi : en 1810 la Grande Armée a besoin de chair fraîche, pas de conquête sans guerre et sans morts !

Mais rien n'y fait : tout au long du XIX^e jusqu'au début du XX^e siècle, la moyenne d'enfants par femme continue de dégringoler.

La France est malthusienne ou plutôt néomalthusienne (voir encadré) sans le savoir. Sans aucune contrainte, les Français ont adopté une attitude volontaire



de restriction de la fécondité. Dans les couches les moins favorisées, ce comportement gagne du terrain avec l'idée d'une ascension sociale possible. La place de l'enfant dans la famille et dans la société change. La surmortalité infantile, liée en partie à la surfécondité, n'est plus acceptable. L'enfant à naître n'est plus une contrainte mais devient un désir, selon Philippe Ariès⁶. Une nouvelle morale familiale se crée en même temps que de nouvelles relations dans les couples.

Là où la natalité baisse, le politique se déchaîne...

Les démographes s'affolent... Après 1870, les préoccupations natalistes des hommes politiques prennent une importance considérable, confortée par l'influence d'une Église catholique particulièrement puissante en France. La

première guerre mondiale avec ses conséquences démographiques catastrophiques va renforcer ces préoccupations et exacerber les passions.

C'est dans ce contexte que sont proclamées les lois « scélérates » de 1920 et 1923⁷.

Or, malgré la nouvelle législation, il apparaît très vite que le nombre d'avortements ne diminue pas, pas plus que ne se produit le relèvement, tant attendu par certains, de la natalité française.

1939 : le Code de la famille

L'année 1939 marque un tournant dans l'accroissement de la répression de l'avortement : le 23 février est créé par Daladier le Haut Comité à la population, notamment chargé de réfléchir à un texte de loi qui modifierait la législation existante et permettrait de mieux réprimer l'avortement. Le nombre des affaires d'avortement instruites devant les tribunaux ne cesse de se multiplier pendant l'année 1939 : 90 procès au premier trimestre, 277 au second et 509 au troisième.

Le 29 juillet est promulgué le « Code de la famille ». La tentative d'avortement est réprimée, y compris sur une femme qui n'était pas effectivement enceinte : le nouveau texte punit en effet « *quiconque aura procuré ou tenté de procurer l'avortement d'une femme enceinte ou supposée telle* ».

Vichy : « crime contre la sûreté de l'État » et peine de mort

On atteint le summum sous le régime de Vichy qui fait de l'avortement un crime contre la sûreté de l'État (loi du 15 février 1942) donc passible de la peine de mort : Marie-Louise Giraud⁸ en fait les frais en 1943. Plus de 15 000 condamnations à des peines diverses pour faits d'avortement sont prononcées jusqu'à la Libération.

Une histoire du ventre des femmes au XXe siècle, épisode 2

Après-guerre : les condamnations pleuvent

Même si à la Libération cette loi est abrogée, dans l'immédiat après seconde guerre mondiale, en 1946, les condamnations pleuvent : 5 251 condamnations sont prononcées en France pour faits d'avortement.

Mais de nouvelles voix se font entendre qui vont s'efforcer de démontrer que le développement de la contraception est une façon de lutter contre le développement de l'avortement criminel...

A suivre

Marie Guoze,
05 novembre 2017

Sources :

<http://www.avortementancic.net>
<https://www.universalis.fr/encyclopedie/malthusianisme-et-neo-malthusianisme>
<https://wp.unil.ch/bases/2013/07/thomas-malthus-et-le-malthusianisme>

1. *Magie Naturelle qui est des secrets et miracles de nature mise en quatre livres par Jean-Baptiste Porta, Neapolitain, Rouen, 1631, p.245 et 246.*

2. « La fornication ne renferme en soi aucune malice. Un enfant n'a point d'âme raisonnable dans le ventre de sa mère. Ainsi une femme ne commet pas un homicide en se faisant avorter. On peut procurer l'avortement avant que le fœtus soit animé, pour éviter la honte d'une fille : on peut tuer pour défendre son bien contre un injuste ravisseur, quand il ne s'agit que d'un œuf » Échantillon de la morale

des nouveaux casuistes en diverses propositions in Préjugés légitimes contre le papisme, Partie 1, Pierre Jurieux, Amsterdam, 1685.

3. La jurisprudence du code Justinien conférée avec les ordonnances royales, les coutumes de France et les décisions des Cours souveraines, Tome 2, Claude de Ferrière, Paris, 1684.

4. Cité dans son intégralité dans l'épisode 1, note n°5.

5. 25 septembre 1791, Titre II : Crimes contre les particuliers, section première « Crimes et attentats contre les personnes ».

6. L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime, Philippe Ariès, Paris, 1960.

7. Décrites précédemment dans l'épisode 1.

8. Marie Louise Giraud : arrêtée à Cherbourg en octobre 1942, elle est traduite devant la section de Paris du Tribunal d'État. Après un procès expéditif de deux jours, les 7 et 9 juin 1943, elle est guillotinée « pour l'exemple » le 30 juillet 1943, dans la cour de la prison parisienne de la Petite Roquette, le maréchal Pétain lui ayant refusé sa grâce.

Malthusianisme versus Néomalthusianisme

Le malthusianisme est la doctrine de Thomas Robert Malthus (1766-1834), pasteur et économiste anglais du début du XIX^e siècle. Cet auteur, dans son *Essai sur le principe de population* édité en 1798, pensait avoir mis en lumière « la tendance constante qui se manifeste dans tous les êtres vivants à accroître leur espèce plus que ne le comporte la quantité de nourriture qui est à leur portée ». De cette « loi naturelle » il concluait au danger de surpopulation du globe et préconisait la limitation des naissances par la chasteté et le recul de l'âge du mariage. Malthus propose alors plusieurs manières d'empêcher la population de croître afin de réguler la population. Si aucun effort n'est fait pour cette régulation, alors la catastrophe démographique est inévitable. Les mesures qu'il propose pour permettre de réguler quelque peu la population sont drastiques ; en voici quelques exemples: prélever un impôt sur les naissances, offrir des occupations aux couples sans enfants ou encore et surtout, arrêter toute aide sociale aux nécessiteux.

C'est à partir de 1890 que débute le mouvement néomalthusien français militant avec la parution de l'article révolutionnaire de Henry Fevre *Et multipliez-vous*. Marie Huot lance le slogan de la « grève des ventres jusqu'au bouleversement révolutionnaire de la société ». Ce slogan établit d'emblée le caractère politique du néomalthusianisme français proche des mouvements anarcho-syndicalistes. Il le restera jusqu'à sa disparition

après la deuxième guerre mondiale. L'influence eugéniste marquera également assez fortement certains courants néomalthusiens. Paul Robin (1837-1912) fut la figure emblématique de ce mouvement. Normalien engagé dans l'action politique à l'extrême gauche, intéressé par la pédagogie expérimentale qu'il appliquera à un orphelinat, il crée en 1896, la ligue de la régénération humaine dont la devise sera « bonne naissance-éducation intégrale ». Elle se propose de « répandre les notions exactes de science physiologique et sociale permettant aux parents d'apprécier les cas où ils devront se montrer prudents quant au nombre de leurs enfants, et assurant, sous ce rapport leur liberté et surtout celle de la femme ». La ligue veut aussi faire connaître « les procédés anticonceptionnels qui en font une arme de lutte contre le malheur ». L'avortement est considéré par les néo-malthusiens comme un dernier recours. Sa légalisation est réclamée pour éviter les conséquences dramatiques des avortements clandestins. Paul Robin ouvre à Paris en 1889 un centre de consultation et de vente de produits anticonceptionnels. Un journal *Régénération* paraîtra jusqu'en 1902. Il fut relayé par un autre *Génération consciente* animé par Eugène Humbert (1870-1944) et sa femme Jeanne (1890-1986) qui furent deux figures importantes de ce mouvement.

L'arrivée de la première guerre mondiale met le mouvement en veilleuse. La propagande antinataliste est alors considérée comme une trahison.

Violences policières

La violence policière « en marche »

L'état d'urgence, reconduit à plusieurs reprises depuis deux ans, a jeté une lumière crue sur la violence policière de l'État. Les « bavures » sont nombreuses, de plus en plus graves, et le plus souvent impunies. Les corps répressifs flirtent avec l'extrême-droite trouvant dans ses thèses la justification pour prendre les populations paupérisées et « radicalisées » pour cible. La politique des derniers gouvernements encouragent cette police à montrer sa détestation de celles et ceux qui osent se lever contre l'aggravation des inégalités économiques et sociales.

L'état d'urgence qui avait été instauré une première fois pendant la guerre de libération du peuple algérien a permis aux forces de répression de montrer avec quel zèle elles ont obéi au diktat des politiques.

Le 17 octobre 1961, la police réprime une manifestation de travailleurs algériens : au total ce sont plusieurs dizaines de femmes et d'hommes qui y laissent leurs vies.

Le 8 février 1962, la même police assassine neuf militants de la CGT venus clamer leur opposition à la guerre coloniale et leur rejet de l'OAS.

Ces deux tueries se font sous les ordres du préfet de police, Maurice Papon, ancien grand ami et serviteur des nazis.

Homicides policiers

La liste de celles ou ceux morts sous les balles ou les coups des forces de répression est tristement longue. Adama Traoré meurt dans la cour de la gendarmerie de Persan ; Amadou Kouré, père de famille de 33 ans, dans les locaux du commissariat du dixième arrondissement à Paris ; Rémy Fraisse, âgé de 21 ans, meurt sur la Zad du Testet dans le Tarn après avoir reçu une grenade tirée par un gendarme.

Blessures volontaires

A Calais, ce sont les exilés qui sont systématiquement aspergés de gaz au poivre au point que les associations de soutien aux migrants ont constaté de nombreux troubles respiratoires parmi les gazés. Le gaz, n'est-ce pas le produit que l'on utilise pour détruire les nuisibles ? Le défenseur des droits, Jacques Toubon, s'est inquiété d'atteinte aux droits d'une exceptionnelle et inédite gravité à Calais, mentionnant une « traque » des migrants. Il a exhorté les pouvoirs publics à « ne pas s'obstiner dans ce qui s'apparente à un déni d'existence des exilés ».



Gérard Collomb

Collomb + extrême droite = surenchère d'exactions

Dans ces conditions forgées par la politique répressive des gouvernements successifs, les forces de l'ordre sont un vivier pour l'extrême-droite. Une étude du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) démontrait qu'en 2015 plus de 50 % des policiers et gendarmes avaient voté Front National, tendance qui se confirme aux élections présidentielles de 2017. Certains se sentent alors pousser des ailes.

Le 5 mai, à Rennes, le patron de la BAC porte un coup de genou à un homme qu'il interpelle sans résistance. Il sera finalement condamné à dix mois de prison avec sursis pour violences et mensonges¹.

Le matin du 10 octobre, les lycéens du lycée Bergson lancent une occupation. Quelques poubelles sont brûlées. Il y a intervention de la BAC (la même qui, l'année précédente, avait fracassé plusieurs lycéens pendant qu'un de leurs collègues assenait un coup de poing d'une rare violence à un lycéen, fait pour lequel il sera plus tard condamné à huit mois de prison avec sursis). Cette fois-ci, ils embarquent quatre lycéens qu'ils menacent, insultent dans le secret du commissariat.

Monsieur et madame Tout-le-monde dans le collimateur

Menaçants les libertés civiles, syndicales et publiques, l'état d'urgence est devenu définitif, sous couleur d'une « loi de sécurité intérieure antiterroriste ». Avec ce dispositif, la répression ne vise plus seulement les jeunes « au faciès », les manifestants lors des manifestations où interviennent ceux qui « détestent la police »,

mais Madame et Monsieur Tout-le-monde. Les salariés de GM&S, soutenus et accompagnés par la population et des élus, ont reçu comme réponse, à leur souhait de rencontrer Macron, une bonne dose de gaz lacrymogène. Parents d'élèves et riverains manifestent à Montreuil pour la fermeture de la SNEM, qui produit encore 37 tonnes de « déchets dangereux » : ils sont délogés violemment par les CRS ; six blessés et deux parents embarqués au commissariat. Des parents d'élèves qui s'opposent à la fermeture du lycée Surcouf de Saint-Malo sont reçus par les forces de l'ordre qui envoient une dizaine de collégiens à l'hôpital. Le même jour à Rennes, la police charge en voiture des manifestants tentant de bloquer le périphérique. La répression des mouvements sociaux tend à être assimilée à la lutte antiterroriste. Des mesures liberticides gagnent le droit commun, la réforme de la « légitime défense » normalise l'usage des armes, renforce les peines d'outrage et légalise les déviances policières en bande organisée. Visiblement, les opposants assermentés de sa Majesté Macron ont mieux à faire que d'intervenir pour nos libertés. Nous n'attendons rien d'eux.

Francis Charpentier,
31 octobre 2017

1. <http://www.20minutes.fr/rennes/2109371-20170727-rennes-patron-bac-condamne-10-mois-prison-sursis-violences-mensonges>

POid

Daniel Gluckstein, pour la « libre discussion » ? Vraiment ?

Il y a deux ans, le Parti ouvrier indépendant connaissait une scission fatale¹. Une moitié de ce parti venait d'être passée par-dessus bord. Nous avons donc désormais le POI qui détient l'hebdomadaire Informations ouvrières et le POId² qui édite l'heβδο La Tribune des Travailleurs. Les deux clans qui s'affrontaient à la tête du POI se sont déchiré ensuite sur un contentieux matériel et financier, aboutissant à la saisine du parquet sur dénonciation de la direction du POI contre le principal dirigeant du POid, Daniel Gluckstein, qui a fait flop. Et après ?

En ce 7 novembre, Daniel Gluckstein jubile : « Aujourd'hui, 7 novembre 2017, vingt-quatre heures après mon audition par la brigade financière de la police judiciaire (...) le parquet a décidé le classement sans suite de la dénonciation dont j'ai été l'objet à l'initiative des dirigeants du POI (antidémocratique) auprès de la justice et de la police. (...) Tous se féliciteront de voir ainsi disqualifiée la méthode qui consiste à dénoncer un militant ouvrier pour tenter d'esquiver un débat politique légitime. Que vivent la démocratie ouvrière et la libre discussion entre courants, travailleurs, militants, organisations au sein du mouvement ouvrier ! »³.

Libre discussion ou libre injure ?

La notion du POI (antidémocratique) aigreur mal de la libre discussion que Daniel Gluckstein revendique. Ce POI, en effet, ne se réduit pas à ses dirigeants, tant s'en faut. Nous n'avons par exemple jamais lu, sous la plume de Daniel Gluckstein « la France insoumise antidémocratique » ou « le PCF antidémocratique ». Ici, c'est plutôt la libre injure politique qui s'applique. C'est d'ailleurs la chose la mieux partagée entre les deux chapelles qui se disputent l'héritage du « POI des origines ».

Les vrais sacrifiés

Posons la question autrement : qui sont les vrais lésés dans cette scission-contentieuse qui dure depuis plus de deux ans ? Les vrais sacrifiés, ce sont les militantes et militants qui, un beau jour, ont découvert que deux clans au sommet de leur pyramide s'entre-déchiraient en douce, à l'insu de tous, depuis des années. Seuls les bruits de couloir informels donnaient aux militants un pâle aperçu de ce qui se tramait dans leur dos.

Dans le fond, nous savons bien que le POI et avant lui le « parti des travailleurs » n'étaient que des extensions



Daniel Gluckstein

du Courant communiste internationaliste, ultime dénomination du courant lamberliste.

Ces militants floués ne sont pas les seuls à avoir payé pour les méthodes de direction scandaleuse des chefs lamberlistes. Des dirigeants qui avaient cru à la « libre discussion » ont été chassés des rangs de ce courant, par la méthode de la calomnie contre eux et de la violence contre les militants qui se solidarisaient avec ces dirigeants maudits par une petite caste de permanents. Ajoutons que ces méthodes anti trotskystes, au nom du trotskysme, pour lequel s'organisaient les militants de ce courant, ont porté préjudice au trotskysme.

Bannir à tout jamais les méthodes indignes

Nous ne pouvons croire en la sincérité de la référence à la libre discussion de Daniel Gluckstein tant qu'il n'aura pas écrit noir sur blanc : « Balasz Nagy, Stéphane Just, Pierre Broué et Pedro Carrasquedo ont été des soldats de la IVe internationale injustement et sauvagement exclus de notre courant politique, traités de façon indigne en « renégats » et avec eux, des centaines de militants ouvriers révolutionnaires qui ont dû pour certains endurer coups et blessures de membres d'un service d'ordre se comportant comme des neris »⁴ car on ne peut autrement rétablir la libre discussion, c'est-à-dire le débat

contradictoire entre « courants, travailleurs, militants, organisations au sein du mouvement ouvrier ! ». On ne peut le faire sans bannir à tout jamais ces méthodes-là.

La libre discussion, supplément d'âme ?

Au reste, la « liberté de discussion » ne saurait être un supplément d'âme ou un principe moral abstrait, si elle n'est pas animée par la volonté d'agir ensemble.

Le POid créé-t-il un mouvement « plus large » contre la V^e République ? Fort bien, mais, pour « en être », il faut être pour « l'assemblée constituante »... avant même que ce problème, éventuellement, se pose. Il faut être donc sur la ligne du POid, auquel cas, autant adhérer immédiatement au POid, non ? Et la Catalogne ? Plusieurs organisations (avec lesquelles nous avons de profonds désaccords), tels le NPA ou Ensemble, se sont prononcé, tout comme nous l'avons fait, pour le Référendum du 1^{er} octobre et la Déclaration Unilatérale d'Indépendance (DUI). Cela a aussi été le cas du POid mais il est à noter que depuis le 20 septembre, les dirigeants du POid n'ont pas cherché à intervenir pour un front unitaire de défense de la Catalogne avec ces organisations. Pas plus que le NPA, d'ailleurs.

Ce sectarisme-là aide sans doute à maintenir des PME politiques et à se poser en mouche du coche mais il ne construit aucun parti ouvrier vivant.

Daniel Petri,
9 novembre 2017

1. Sur cette scission, voir notre dossier en ligne : [http://www.lacommune.org/...](http://www.lacommune.org/)

2. Parti ouvrier indépendant démocratique

3. <https://latribunedestravailleurs.fr/2017/...>

Sur ces mésaventures, voir :

[http://www.lacommune.org/...](http://www.lacommune.org/)

4. Sur ces méthodes et purges successives, voir : [http://www.lacommune.org/...](http://www.lacommune.org/)

Dossier Catalogne

Un référendum historique contre la monarchie

L'intervention en Catalogne des forces répressives de l'État espagnol pour empêcher le référendum pour l'indépendance organisé par la Generalitat a mis à nu la véritable nature de la monarchie : celle d'un pouvoir issu du coup d'État militaire contre la République du 18 juillet 1936 et placé sur les fonts baptismaux par les pactes entre franquistes et dirigeants du PCE et du PSOE. Devant la campagne de désinformation de la dite « communauté internationale » pour occulter les causes de la crise politique ouverte dans l'État espagnol, il faut avant tout rappeler ses origines.

À la différence de la France, la révolution bourgeoise n'a pas eu lieu en Espagne. La monarchie n'a jamais été capable d'unir les peuples de la péninsule ibérique ; elle les a donc tenus sous son joug jusqu'à nos jours et les a ainsi maintenus soumis à son pouvoir à travers des pactes qui subsistent péniblement.

Une prison des peuples

La question nationale se circonscrit historiquement à la Catalogne, au Pays Basque, à la Galice et aux îles Canaries. Le territoire restant souffre, lui, de carences démocratiques distinctes et essentielles : tel est le cas spécifique de l'Andalousie, où l'existence du latifundium a provoqué la naissance d'un puissant mouvement du prolétariat agricole pendant la II^e République en faveur de la réforme agraire. C'est la tentative de régler la question nationale qui a conduit l'État espagnol à réprimer tous les soulèvements des peuples opprimés.

Le régime politique actuel

Il faut situer son origine dans le renversement de la II^e République perpétré par l'armée et l'Église catholique. Un quarton de généraux - Franco, Queipo de Llano, Sanjurjo et Mola, soutenus par l'Église, s'appuyant politiquement et militairement sur les impérialistes nazi (Hitler) et fasciste (Mussolini) - furent les artisans d'un coup d'État, couronné finalement par Franco, qui perdit jusqu'à nos jours et qui a causé des millions de morts et d'exilés.

La Constitution monarchiste de 1978

Le régime s'est perpétué, se survivant à lui-même, à travers le roi Juan Carlos I^{er}, désigné par Franco comme son successeur à la tête de l'État quelques années avant sa mort en 1975. À partir de là, la monarchie, de façon honteuse, et afin de faire barrage aux puissantes mobilisa-



tions ouvrières, octroie une constitution issue d'un consensus entre les franquistes et les directions du PCE et du PSOE. Dans cette constitution, la séparation de pouvoirs n'existe pas puisque le chef de l'État n'est pas élu, est inviolable et exonéré de toute responsabilité. Les élections ne donnent qu'un semblant de démocratie, ou plutôt, l'illusion de la démocratie.

L'autonomie est le contraire de l'autodétermination.

C'est dans ce cadre-là, qu'en raison de la faiblesse des deux piliers de l'État (Armée et Église) et du fait de l'exacerbation du problème national, il a alors été décidé de vertébrer l'État par des communautés autonomes, érigeant celles-ci en un obstacle majeur à l'aspiration des peuples à la liberté : l'autonomie c'est le contraire de la souveraineté ! On a vu proliférer des autonomies (17 !) là où la question nationale n'avait jamais existé (même à Madrid !) afin d'éviter l'existence des nations opprimées, car la question nationale recouvre la lutte des classes : dans ces nations, les luttes des travailleurs sont étroitement liées aux revendications et aspirations des peuples opprimés.

Un coup d'État permanent

L'importance historique du référendum de ce 1^{er} octobre réside précisément dans le fait que ce qui n'était jamais arrivé pendant la « transition » s'est produit enfin. Pour la première fois, la monarchie héritée du franquisme, incarnée aujourd'hui par le roi Felipe VI, le successeur désigné par le roi Juan Carlos I^{er}, a été contestée de plein fouet au travers de la question nationale, et, ce, au moment où ce régime anti-démocratique est gangrené par la corruption. Ce régime crypto-franquiste s'est révélé sous son vrai jour.

Face au référendum, avec l'appui d'organisations représentées aux Cortes croupions, une campagne de terreur a été orchestrée pour empêcher la population de voter.

La violence de la monarchie

La violence policière dont le monde entier a été témoin le 1^{er} octobre a soulevé de vives inquiétudes dans ce qu'il est convenu d'appeler la communauté internationale. Or, elle est une pratique habituelle depuis toujours dans l'État espagnol : toutes les manifestations qui mettent en cause le régime sont systématiquement réprimées partout. Le récent emprisonnement pour des motifs politiques des deux porte-parole de l'ANC et *Omnium Cultural* (Jordi San-

Dossier Catalogne

chez et Jordi Cuixart) n'est pas un fait isolé, les prisons espagnoles regorgent de prisonniers politiques.

Mais, malgré cette campagne, les résultats ont été exceptionnels : sur 5.313.564 inscrits on a comptabilisé 2.286.217 votants et, dans les bureaux fermés par la police, 770.000.

90,18% ont voté oui à l'indépendance

Bien que la communauté internationale ait méprisé ce référendum, le taxant d'antidémocratique, il est l'expression la plus démocratique que l'on ait pu voir dans l'État espagnol depuis la République ! Quelle démocratie invoque cette communauté internationale ? Celle qui bombarde et massacre la population civile de Guernica parce que cette ville était le siège du parlement et du gouvernement basque ?

Tous les problèmes non résolus, en commençant par celui de l'autodétermination, ont donc fait irruption sur le devant de la scène, au milieu d'une crise économique, politique et sociale que la corruption à tous les niveaux des institutions a aggravée.

Dans ce climat politique délétère, le régime a dû manœuvrer, utilisant des forces politiques qui, usées par des années de collaboration avec lui, ont perdu la capacité de gouverner. Ainsi PP, PSOE, *Unidos Podemos* et *Ciudadanos* ont tous répété à l'envi que l'indépendance était illicite et illégitime, précipitant une crise à *Podemos* : Albano Dante Fachín compare Pablo Iglesias à Mariano Rajoy destituant le gouvernement de la *Generalitat*. Pablo Iglesias, en effet, veut dicter la politique de *Podem*, le forçant à former une coalition avec *Catalunya en Comú* pour participer aux élections autonomes du 21 décembre alors que M. Fachín veut les boycotter.

La grève générale convoquée contre la répression du 1^{er} octobre par la CGT-CNT n'a pas reçu l'appui des grandes centrales (CCOO et UGT) qui ont préféré soutenir la « *aturada de pais* »¹ avec les organisations des petits patrons et la *Generalitat*.

Les directions des CCOO-UGT ont ainsi collaboré, une fois de plus, avec le Capital en n'appelant pas à la grève dans les entreprises de l'économie marchande, seule façon d'empêcher le chantage vis-à-vis de la classe ouvrière - plus de 1800 entreprises ont menacé de quitter la Ca-

talogne - et de prendre la tête des revendications démocratiques de tout le peuple, et, surtout, de stopper les contre-réformes que le régime prépare contre le droit au travail et les retraites. Il est donc clairement que les directions de ces deux centrales agissent comme des agents politiques du Capital au sein de la classe ouvrière et sont bel et bien l'obstacle décisif et incontournable à lever pour que la République libre de la Catalogne soit effectivement proclamée.

**Vive la République libre de Catalogne !
Visca Catalunya lliure !**

**Domingo Blaya,
2 novembre 2017**

1. *aturada de pais* : littéralement la pause ou l'arrêt du pays ; les directions des CCOO et UGT, les organisations de petits patrons et la *Generalitat* proposèrent des arrêts de travail partiels et/ou récupérables le 3 octobre par pour protester contre les violences policières, en fait pour casser la grève générale organisée par la CGT-CNT.

~~~~~

**ARTICLE 155 de la Constitution de 1978**

« Si une Communauté autonome ne remplit pas les obligations que la Constitution ou les autres lois lui imposent ou agit de façon à porter gravement atteinte à l'intérêt général de l'Espagne, le gouvernement, après avoir préalablement mis en demeure le président de la communauté autonome et si cette mise en demeure n'aboutit pas, pourra, avec l'approbation de la majorité absolue des membres du Sénat, prendre les mesures nécessaires pour la contraindre à respecter ces obligations ou pour protéger l'intérêt général mentionné.

Pour mener à bien les mesures prévues au paragraphe précédent, le gouvernement pourra donner des instructions à toutes les autorités des communautés autonomes. »

### Notre position :

- Retrait de toutes les forces d'occupation (Guardia Civil, forces « anti-émeutes »)
- Levée de toutes les inculpations, arrêt de toutes les poursuites à l'encontre de dirigeants catalans et militants pour l'indépendance
- Libération immédiate et sans condition de tous les prisonniers
- Levée de l'application de l'article 155 de la Constitution de 1978
- Respect du référendum démocratique du 1<sup>er</sup> octobre
- Reconnaissance de la République catalane
- A bas la monarchie
- Halte à l'ingérence de l'Union européenne, de Macron, halte aux mandats d'arrêt « européens »

### LEXIQUE

**PCE** : Parti Communiste d'Espagne, né en 1921, actuellement membre de la coalition *Izquierda Unida* (IU, Gauche unie)

**PSOE** : Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, né en 1879

**Cortes** : Parlement espagnol

**ANC** : Assemblée nationale catalane – organisation de masse qui a pour but l'indépendance politique de la Catalogne

**Omnium Cultural** : association de défense de la langue catalane et pour la nation catalane

**Unidos Podemos** : en français : « Unis, nous pouvons » est une coalition électorale espagnole fondée en mai 2016, en prévision des élections générales anticipées du 26 juin 2016, dont le chef de file est Pablo Iglesias. *Unidos Podemos* regroupe principalement *Podemos* et *Izquierda Unida* (IU)

**Podemos** : en français : « Nous pouvons », né en janvier 2014, dans la foulée du mouvement des Indignés et dont le secrétaire général est Pablo Iglesias

**Ciudadanos** : littéralement « Citoyens », parti bourgeois conservateur, formé à partir de 2005

**Podem** : Podemos en Catalogne. Porte-parole : Albano Dante Fachín

**Catalunya en Comú** : Catalogne en commun  
**CGT** : syndicat libertaire, bien implanté en Catalogne, dans la lignée de la CNT (confédération nationale des travailleurs, syndicat anarchiste puissant avant la fin de la révolution et la guerre civile 1936-1937)

**CCOO** : syndicat créé dans la clandestinité au début des années 60 – ses dirigeants sont liés au PCE

**UGT** : syndicat créé en 1888 et affilié au PSOE

**Generalitat** : gouvernement de la communauté autonome de Catalogne

## Élections en Argentine

# La déroute du péronisme et les perspectives du MST

Le 22 octobre 2017, après les primaires du mois d'août, quelque 33,1 millions de citoyens ont été convoqués à des élections législatives partielles afin de remplacer, pour quatre ans, 127 des 257 sièges de députés. Un seuil de 4% des suffrages exprimés au niveau national est requis pour que les listes de candidats soient représentées à la chambre.

Ces élections devaient également permettre de remplacer 24 des 72 sièges de députés pour les six prochaines années.

En Argentine le vote est obligatoire pour tous les citoyens âgés de 18 à 70 ans, à quelques exceptions près (maladie, éloignement des bureaux de vote). L'abstention est sanctionnée par une amende d'un montant variant de 50 à 500 pesos argentins et par l'interdiction d'occuper des fonctions ou des emplois publics pendant trois ans. Dans ces conditions, le taux d'abstention qui s'élève à 22% est considérable<sup>1</sup>.

### « Maintenant, c'est indispensable, Justice pour Santiago »

A la veille des élections, l'Argentine est en émoi après l'identification du corps de Santiago Maldonado, jeune militant de gauche âgé de 28 ans, disparu le 1er août lors d'une manifestation dans un village d'Indiens Mapuches. L'affaire rappelle à beaucoup d'Argentins la dictature militaire, responsable de milliers de disparitions dans les années 1970 et 1980.

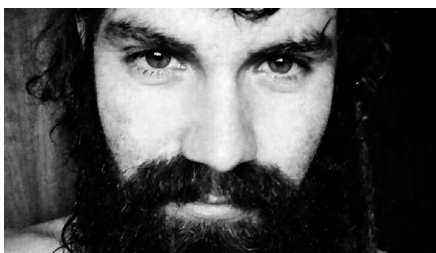
Le 21 octobre, des milliers de personnes ont défilé devant le palais présidentiel à l'appel du MST, d'Izquierda al Frente<sup>2</sup> et d'autres partis de gauche pour réclamer « Justice pour Santiago, le gouvernement est responsable ».

### Macri, l'homme de la dette

Le résultat des élections, salué par les secteurs patronaux, marque une véritable victoire pour Macri mais surtout la fin d'une époque, celle du péronisme.

Macri a célébré, lors d'une conférence de presse<sup>3</sup>, le triomphe de son alliance *Cambiamos*<sup>4</sup>. Il en a profité pour annoncer des réformes, de nouvelles augmentations des tarifs publics et un alourdissement de l'endettement, bien que depuis deux ans la dette soit déjà la plus importante de l'histoire du pays.

Il a déclaré « tant que l'Argentine a un



Santiago Maldonado

déficit fiscal, elle va devoir continuer à s'endetter. Si on ne finance pas le déficit avec l'inflation, il faut le financer avec la dette »<sup>5</sup>.

Interrogé sur l'augmentation de 10% du prix du carburant, Macri a répondu que « les combustibles augmentent dans le monde entier ».

Il a aussi insisté pour que toutes les forces politiques et syndicales se mettent d'accord avant les prochaines élections de 2019 sur une réforme visant à revenir à un système privé de retraites.

### Izquierda al Frente et le MST avancent

Dans le cadre particulier des élections en Argentine, les listes d'Izquierda al Frente et du MST ont participé aux législatives dans treize provinces du pays : Córdoba, Santa Fe, Entre Ríos, San Juan, Santa Cruz, Chubut, Neuquén, Río Negro, La Pampa, La Rioja, Santiago del Estero, Salta, Jujuy, La Plata et dans huit municipalités de la province de Buenos Aires. Le Front a dépassé ses résultats aux primaires du mois d'août 2017. Izquierda al Frente avec le MST a été consolidé comme la force de gauche la plus présente au niveau national, en dehors du FIT<sup>6</sup>.

Dans la province d'Entre Ríos, avec près de 40 000 votes et un peu moins de 5 %, Izquierda al Frente représente la troisième force politique. Dans la ville de Paraná, il a réalisé 8 % des voix.

La présence des listes d'Izquierda al Frente et du MST dans toutes les provinces montre que malgré le triomphe national de *Cambiamos*, il existe une frange importante de la population qui cherche à défier Macri et parie sur l'unité

de la gauche pour affronter l'austérité, sans tomber dans le piège du retour au kirchnerisme<sup>7</sup>.

### Le combat du MST pour l'unité contre le gouvernement et l'austérité

Ensemble, ils ont décidé de se mettre en avant pour impulser la plus vaste unité afin de stopper l'austérité et les menaces répressives du gouvernement national et des gouvernements provinciaux.

Dans sa déclaration, le MST a précisé « Nous certifions qu'Izquierda al Frente est partie pour durer. C'est une conquête politique que nous défendons et que nous chercherons à fortifier avec de nouveaux dirigeants politiques étrangers aux vieux partis. Dans cet objectif, nous remercions nos électeurs, nos sympathisants et amis dans tout le pays et nous les invitons à poursuivre le renforcement du MST et d'Izquierda al Frente.

Nous lançons une perspective politique pour des millions de personnes : édifions un nouvel outil anticapitaliste encore plus fort qui contribue à unir de plus en plus de nouveaux militants pour lutter contre les plans d'austérité et débattre de l'avenir. Nous appelons les travailleurs, les femmes et la jeunesse à rejoindre et à développer ce grand projet national de gauche, anticapitaliste et socialiste ».

Rémi Duteil,  
5 novembre 2017

1. [http://resultados.gob.ar/escrutinio/dat99/...](http://resultados.gob.ar/escrutinio/dat99/)

2. Izquierda al Frente : littéralement « Gauche au Front » ; coalition du MST et d'autres partis, notamment le Nuevo MAS

3. <https://www.pagina12.com.ar/edicion...>

4. En français : « Nous changeons »

5. <https://www.clarin.com/politica/elecciones...>

6. <https://as.mst.org.ar/2017/10/26/primeras...>

7. Courant péroniste, incarné par Christina Fernandez de Kirchner, présidente de l'Argentine de 2007 à 2015.

## Palestine

# Les alliés antisémites de l'État d'Israël

**L'Alternative pour l'Allemagne (AfD), parti d'extrême-droite, malgré un antisémitisme reconnu, voit dans Israël et sa politique antimusulmane un allié possible. Les sionistes et les militants de l'AfD ont un ennemi commun, les migrants d'origine musulmane et, bien évidemment, les Palestiniens. Israël ne voit pas d'un mauvais œil l'AfD, puisqu'ils partagent des intérêts communs. Beatrix von Storch, député européen et vice-présidente de l'AfD a déclaré dans le journal Jerusalem Report : « Israël pourrait être un modèle pour l'Allemagne »<sup>1</sup>.**



Beatrix von Storch

**V**on Storch ne tarit pas d'éloges : « Israël fait aussi des efforts pour préserver sa culture particulière et ses traditions. Il devrait être possible d'en faire autant en Allemagne et dans toute autre nation. »<sup>2</sup> Le Jerusalem Post rappelle également que « En tant que membre du Parlement européen, von Storch a été l'un des membres fondateurs, en 2016, des « Amis de la Judée et de la Samarie au Parlement européen », composé principalement de membres de partis d'extrême droite. »<sup>3</sup> Cette « amicale » soutient la colonisation illégale de la terre palestinienne. Un de ses contacts est le chef du Conseil Régional de Shomron, une organisation de colons en Cisjordanie occupée.

## L'ennemi commun de l'AfD et de l'État d'Israël

Israël a pendant de longues années fait cause commune avec l'extrême-droite européenne, en diabolisant les musulmans comme étant les envahisseurs étrangers à expulser. L'AfD a pendant toute la campagne électorale agité le danger de l'immigration musulmane. Dans cette campagne xénophobe, l'AfD a eu un soutien très efficace, en particulier financier, du Gatestone Institute, un Think tank islamophobe. Sa principale activiste, Nina Rosenwald, a inondé les réseaux sociaux allemands (« les migrants violent les femmes allemandes et amènent un flot de maladies »), propagande classique qu'utilisaient les nazis.

Ces articles haineux ont été repris systématiquement par les militants de l'AfD. La même Rosenwald a siégé au Conseil d'Administration de l'AIPAC, l'organe central du lobby israélien aux Etats-Unis qui joue un rôle prédominant dans de nombreuses organisations pro-Israël. Le journaliste Max Blumenthal surnomme Nina Rosenwald « la maman poule de la haine antimusulmans ». La haine des migrants musulmans est la cause commune pour Israël et l'AfD.

## Un soutien réciproque

La notion posant Israël comme fer de lance civilisationnel occidental contre l'Islam est une revendication-clé de Netanyahu. Ce même Netanyahu s'est jusqu'à ce jour bien abstenu d'une quelconque critique vis-à-vis des résultats de l'AfD aux élections allemandes. Le lobby israélien, l'Anti-Defamation League, pendant des années, a courtisé et blanchi des prêcheurs de haine antimusulmans parce qu'ils soutenaient les vues pro-israéliennes de l'ADL. Israël a reçu en grande pompe les anciens conseillers de Trump, Steve Bannon et Sébastien Gorka, sachant que Bannon prendra la parole au gala de l'Organisation Sioniste d'Amérique et que Gorka, qui a des relations étroites avec les nazis états-unis (ceux de Charlottesville), a été reçu en Israël. A noter que l'AfD a embauché le cabinet-conseil politique étatsunien, Harris Média, auparavant utilisé par Trump et le Likoud de Netanyahu, pour propager son message antimusulman. Enfin, que penser de la collusion de Netanyahu avec des dirigeants de l'extrême-droite européenne, dont le Premier Ministre hongrois Viktor Orban, qui tente de réhabiliter, dans son pays, un dirigeant allié d'Hitler pendant la guerre ? L'AfD et le régime sioniste ont en fait un intérêt commun, celui de développer une politique antimusulmane, les premiers en Allemagne, en dénonçant journallement une supposée invasion par les musul-

mans et les seconds en menant leur campagne d'apartheid contre le peuple palestinien.

## Deux millions de dollars au service des colons

Dans le même temps, avec le soutien des amis fascistes européens de « *Judée et Samarie* », le gouvernement sioniste s'engage dans un soutien financier pour promouvoir les produits des colonies visées par un boycott international. Lors d'une visite dans la vallée du Jourdain occupée, Gilad Erdan a annoncé que son ministère aiderait les fermiers-colons pour qu'ils trouvent de nouveaux marchés. « *La Vallée du Jourdain fait partie de l'Etat d'Israël et le restera à jamais* », a dit Erdan. « *Les fermiers y maintiennent un formidable modèle de coexistence, emploient des Palestiniens très bien payés.* » David Elhiani, à la tête du Conseil Régional de la Vallée du Jourdain et président du *Forum Colonial de Lutte Contre le Boycott*, a réagi positivement à la sombre initiative du gouvernement sioniste.

Le combat contre l'extrême droite et contre la politique sioniste ne font qu'un. Le combat pour la défense des migrants et du peuple palestinien soumis à l'apartheid ne font qu'un. Le boycott international est un des moyens de ce combat face au blocus qui frappe, isole et affame les Palestiniens.

**Francis Charpentier,  
5 novembre 2017**

1. <http://www.jpost.com/International/The-rise-of-Germans-far-right-AfD-leader-sits-down-with-the-Post-505898>

2. Article cité ci-dessus

3. Article cité ci-dessus

## Kurdistan irakien

# Référendum d'indépendance en trompe-l'œil

Le 25 septembre 2017, le Gouvernement Régional du Kurdistan irakien (GRK) organisait un référendum d'indépendance. Le « oui » l'emportait à 92, 73 % avec 72, 16 % de participation. L'opposition des acteurs régionaux et internationaux au référendum a été unanime et les réactions n'ont pas tardé puisque le gouvernement central de Bagdad reprenait la riche région pétrolière de Kirkouk aux Kurdes le 16 octobre. Soumis aux pressions politiques et face à son échec, Barzani, président du GRK, (sans mandat depuis 2 ans), a fini par démissionner le 29 octobre.

## Le contexte

Le Kurdistan a vu son autonomie reconnue par la Constitution de 2005 et possède ses propres institutions avec son Parlement au sein du gouvernement régional du Kurdistan. Le GRK est pourtant loin d'être un organe fédérateur. En réalité, le pouvoir est partagé entre les deux principales factions politico-militaires qui le composent, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de Barzani et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK).

Le Kurdistan irakien qui comprend 3 provinces (Dohouk, Erbil, la capitale, et Souleymanieh) est schématiquement divisé entre le PDK de Barzani qui contrôle le Nord et l'UPK dirigé par Jalal Talabani (mort le 3 octobre 2017) qui domine le Sud-Est ainsi que jusqu'à peu la province Kirkouk<sup>1</sup>, chacun avec ses propres forces armées (les peshmergas). Les deux parties fonctionnent sur un système clanique, fait d'allégeance, de clientélisme et de contrôle autoritaire des populations mis en place après la guerre contre Saddam Hussein (1991) avec l'aide des États-Unis.

## Barzani allié d'Erdogan

Depuis plus de 25 ans, le PDK et le UPK se partagent le gâteau et enrichissent leur famille sur le dos du peuple. Barzani en est de loin la figure la plus emblématique : allié d'Erdogan, le bourreau du peuple kurde de Turquie, il a, afin d'écouler le pétrole vers Israël via les pipelines turcs, libéralisé l'économie de telle sorte qu'aujourd'hui le Kurdistan importe tous les produits de consommation de Turquie, d'Iran et d'Arabie Saoudite, alors qu'il était un des principaux producteurs d'Irak. Malgré les milliards de profit engendrés par le pétrole, la région est en récession et la population se paupérise, les salaires des fonctionnaires ne sont plus versés. Barzani, touché par d'énormes scandales financiers, autour du pétrole et du



blanchiment d'argent, comptait sur ce référendum<sup>2</sup> pour sortir vainqueur et se positionner comme président d'un futur État kurde. En instrumentalisant le sentiment national et l'aspiration à l'indépendance des Kurdes, il « organise son sauvetage politique, et cherche une grande sortie à l'impasse dans laquelle il se trouve »<sup>3</sup>, comme le souligne Adel Bakawan, sociologue à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

## Les oppositions au référendum

Quand Barzani prend l'initiative de cette consultation sur l'indépendance, il est loin de faire l'unanimité, même dans les rangs kurdes mais l'opposition la plus hostile vient très logiquement de Bagdad et des pays voisins, l'Iran et la Turquie qui possèdent des minorités kurdes. Cependant Barzani table sur le fait que l'Iran ne prendrait pas le risque d'intervenir directement et de provoquer les États-Unis ; Quant à la Turquie sa position est bien plus trouble « un État kurde (...) peut donner à Ankara la garantie d'une protection de ses frontières et sa sécurité »<sup>4</sup>. Et ce d'autant plus que

« l'indépendance du Kurdistan irakien ne s'inscrirait absolument pas dans une dynamique pan-kurde »<sup>5</sup>. Dans ce contexte et en utilisant l'image des peshmergas repoussant Daesh, et comptant sur le soutien des États-Unis, Barzani fait un pari politique.

## Tous les référendums ne se valent pas

Au final, la reprise des installations et des champs pétrolières de la province de Kirkouk, le 16 octobre, par l'armée irakienne du gouvernement fédéral de Bagdad a sonné la fin de partie et exacerbé les divisions entre le PDK et l'UPK<sup>6</sup>. Barzani a fini par lâcher le pouvoir et le mouvement Gorran

appelle à la démission du gouvernement qui a mis la région et ses institutions en lambeaux.

Si l'autodétermination des peuples est un principe intangible, tous les référendums ne se valent pas ... Le référendum d'indépendance initié par Barzani et sa clique de voleurs n'a jamais eu d'autres objectifs que de sauver leurs peaux pour continuer à s'enrichir encore d'avantage en servant les intérêts de leur bourgeoisie.

Julie Charmoillaux,  
10 novembre 2017

1. La province de Kirkouk, reprise par Bagdad le 16 octobre 2017, n'appartenait pas à la région autonome du Kurdistan mais était de fait sous le contrôle de l'UPK depuis la victoire des peshmergas sur Daesh en 2014.

2. Par ailleurs, le référendum était loin de faire consensus au sein même de la population kurde d'Irak : la principale opposition venant du parti Gorran, farouche opposant au PDK de Barzani.

3. 4. 5. <https://www.revue-ballast.fr/kurdistan-irakien-enjeux-dun-referendum/>

6. Lire à ce sujet <https://www.lorientlejour.com/>

## Marxisme et Économie

# La compréhension marxiste de l'économie

## Introduction

**Chaque jour, les journaux, les discours politiques nous renvoient à l'économie. Mondialisation, libéralisme, protectionnisme, dette, compétitivité, concurrence sont autant de notions sans cesse rebrassées. Quant à la solution aux problèmes économiques chroniques, elle semble être faite d'efforts, de sacrifices et de défis, sans que nous puissions avoir idée de la racine de ces problèmes, au point de ne plus savoir d'où vient l'argent qui circule, ni l'origine de « la crise » ...**

**A**u travers de ce cycle d'exposés, nous allons tenter de comprendre ces problèmes économiques. Pour ce faire, il nous faut revenir sur bien des lieux communs qui semblent, de prime abord, être tirés du pur bon sens. En partant de ce simple fait que tous les grands de ce monde reconnaissent qu'il y a une crise économique permanente, avec quelques moments de « reprise » vite effacés par des « rechutes » plus graves, comme si nous étions tous pris dans une spirale.

## Écrans de fumée

Lorsque nous essayons de comprendre à quels « éléments » nous nous heurtons, nous butons sur un premier écran de fumée : le fatalisme économique. Puis un second : le laxisme général et le conservatisme non moins général qui freine les « solutions » à la crise, à savoir les fameux traitements de choc : choc de compétitivité, choc « entrepreneurial », choc de confiance.

Citons un des refrains des « donneurs d'ordre » aux « gens » : « *on ne peut pas vivre au-dessus de nos moyens* ». Ces fins diseurs détiennent la preuve par les chiffres que « *nous dépensons trop* » : ils agitent les « déficits », la courbe galopante de la « dette », le fardeau des dépenses publiques, des charges, de la fiscalité, des lourdeurs administratives et, ainsi de suite. Le MEDEF et son Gattaz sont devenus un véritable bureau des pleurs d'où suinte toute la misère des « riches ».

Une fois traduit dans le langage de la vie quotidienne, ces sombres diagnostics donnent : **il y a trop de médecins, trop d'infirmières, trop de cheminots, trop de salariés dans le privé, trop de fonctionnaires, trop « d'aide sociale » et d'emplois « aidés » pourtant précaires, trop d'enseignants et, en définitive le « travail » coûte « trop cher ». Il y a trop de choses, non dans l'absolu, mais dans le cadre du système (ou plutôt mode de production) capitaliste, fondé sur la propriété pri-**

**vée des moyens de production et d'échange.**



## Le travail devient-il rare ?

Dès lors, certains visionnaires vont se montrer sous un jour plus alternatif : le « *productivisme, voilà l'ennemi* ». C'est la litanie de Mélenchon. Tandis que Hamon annonce la « *raréfaction du travail* » et, par ce versant, met en cause le « salariat ». Pourtant, le travail est la condition de toute vie économique et de toute vie sociale. Quant au salariat, c'est un rapport d'échange : **en échange de ses moyens de vivre, le salarié vend sa force de travail à un capitaliste qui, lui, détient les moyens de production** (machines, usines, matières premières). Ce n'est pas le « travail » en soi qui est en voie de disparition, du fait des « révolutions numériques » et de l'automatisation toujours plus poussée.

En revanche, ce sont des forces productives qui sont détruites, de façon massive. Les friches industrielles, les bombardements donnent un aperçu de cette destruction des forces productives de l'humanité, de même que la réapparition de maladies que l'on croyait révolues et qui déciment des pans entiers de la population, la faim dans un monde d'abondance, la déqualification des travailleurs. Nous l'avons vu, Hamon a pour ainsi dire inventé l'eau tiède, sous la forme du revenu universel. En 1847, Marx et Engels décrivaient déjà ce phénomène :

« [La bourgeoisie] est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser décroître au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. »<sup>1</sup>.

La classe dirigeante est condamnée au sens où elle ne peut garantir le droit au travail aux classes laborieuses et préfère, à tout prendre, entretenir des travailleurs « à ne rien faire » plutôt que de garantir les emplois existants. Tous ces travailleurs forment des forces productives mise au rebut. Or, pas plus que le métier à tisser au XVIII<sup>e</sup> siècle, la « révolution numérique » ne sonne le glas du « travail ». Hamon et ceux qui l'ont inspiré nous font tout simplement perdre de vue ce qu'est le travail.

## Qu'est-ce que le travail ?

En physique, le travail est la force multipliée par le déplacement. Dans l'histoire des hommes, **le travail est l'activité qui consiste à produire les moyens d'existence**, depuis la nuit des temps. A la différence des animaux qui puisent leurs moyens d'existence déjà prêts dans la nature, l'homme les produit lui-même. Ces moyens d'existence deviennent alors des produits du travail humain, puis, pour une partie d'entre eux, des marchandises (produits échangés sur un marché). La compréhension marxiste de l'économie se fonde sur cette réalité historique et sur le constat que, au cours de sa « préhistoire », l'homme s'est rendu capable de **produire davantage de moyens d'existence, puis plus de richesse qu'il n'en consomme**.

A suivre

Daniel Petri,  
11 novembre 2017

1. [https://www.marxists.org/...](https://www.marxists.org/)

Histoire : Octobre 1917

## Pour comprendre la révolution d'Octobre

*Bien des idées reçues circulent à propos de la révolution d'octobre 1917. Ceux qui haïssent la révolution « comme le pêché » ont mille et une manières de la dénigrer, n'hésitant pas à dépeindre Lénine comme un monstre froid, assoiffé de pouvoir et de sang, quasiment psychopathe. D'autres critiques sont plus en demi-teinte mais, le plus souvent, les journées des 24/25 octobre (6/7 novembre dans notre calendrier) se ramènent à un coup d'État ourdi de longue date par Lénine qui aurait en quelque sorte « tout prévu ». Essayons donc d'y voir plus clair.*

**E**n décembre 1916, à Zurich, Lénine indiquait : « Je ne verrai pas probablement pas la révolution de mon vivant ». Il était résolument convaincu que la guerre impérialiste mondiale engendrerait des révolutions, mais sans prévoir que la révolution russe serait la première de ces révolutions. Et encore moins sous la forme qu'elle a prise.

### « Des combinaisons si inattendues et si originales »

Fin mars 1917, il écrivait :

*« Comment a pu se produire ce « miracle » qu'en 8 jours seulement - laps de temps indiqué par M. Milioukov dans le télégramme fanfaron qu'il a adressé à tous les représentants de la Russie à l'étranger - se soit effondrée une monarchie qui durait depuis des siècles et s'était maintenue contre vents et marées pendant les trois années de grandes batailles de classe livrées par l'ensemble du peuple entre 1905 et 1907 ?*

Ni la nature ni l'histoire ne connaissent de miracles ; mais chaque tournant brusque de l'histoire, et notamment chaque révolution, offre une telle richesse de contenu, met en jeu des combinaisons si inattendues et si originales de formes de lutte et de rapports entre les forces en présence que, pour un esprit vulgaire, bien des choses doivent paraître miraculeuses.

*Il a fallu, pour que la monarchie tsariste pût s'effondrer en quelques jours, le concours de tout un ensemble de conditions d'une portée historique mondiale. »<sup>1</sup>*

### Le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste

Il écrira ensuite : « Il est tout naturel que la crise révolutionnaire ait éclaté plus tôt qu'ailleurs dans la Russie tsariste, où la désorganisation était la plus monstrueuse et le prolétariat le plus



*révolutionnaire (non par ses qualités particulières, mais par les traditions vivantes de l'année 1905). Cette crise a été accélérée par une série de défaites écrasantes, infligées à la Russie et à ses alliés. Ces défaites ont ébranlé tout l'ancien mécanisme gouvernemental et tout l'ancien régime : elles ont dressé contre lui toutes les classes de la population, exaspéré l'armée, exterminé en grande partie l'ancien corps des officiers, issu d'une noblesse fossile ou d'une bureaucratie particulièrement pourrie, pour le remplacer par des éléments jeunes, frais, surtout bourgeois, roturiers, petits-bourgeois. »<sup>2</sup>*

Dès lors, il comprend que la Russie est « le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste ».

### Révolution : passage du pouvoir d'une classe à une autre

Il notera : « Avant la révolution de février-mars 1917, tout le pouvoir appartenait en Russie à une vieille classe : la noblesse foncière féodale ayant à sa tête Nicolas Romanov.

Depuis cette révolution, le pouvoir appartient à une autre classe, à une classe nouvelle : la bourgeoisie. **Le passage du pouvoir d'une classe à une autre est le caractère premier, principal, fondamental, d'une révolution**, tant au sens strictement scientifique qu'au sens politique et pratique du mot. »<sup>3</sup>

Dès lors, il considère que la révolution ouvrière est à l'ordre du jour. La raison en est simple : le gouvernement issu de « Février » est incapable de réaliser les principales tâches démocratiques : la Paix, la convocation d'une Assemblée constituante, la réforme agraire. Il appelle ses camarades non à « déclencher » cette seconde étape révolutionnaire mais à s'y préparer. Et pour bien faire, le parti bolchevique doit chercher à gagner la majorité dans les soviets.

### Le gouvernement de « Février » renonce aux tâches démocratiques

Le gouvernement ne veut pas la paix, à aucun prix. Il ne veut pas donner la Terre « à ceux qui la travaillent », les paysans. Ouvriers, paysans et soldats vont, dès lors, se tourner vers le parti qui a inscrit sur son drapeau : le Pain, la Terre, la Paix. Il est très important de souligner que ce sont ces masses affamées et anti-guerre qui ont aiguillonné le parti bolchevique et non l'inverse.

Il convient de rappeler qu'avant de chercher à prendre le pouvoir, les bolcheviks ont milité pour « tout le pouvoir au soviets », seule forme de démocratie vivante et exigé un gouvernement, « sans ministres capitalistes », des seuls partis mencheviks et socialistes-révolutionnaires, alors majoritaires dans les soviets.

### La voie pacifique de développement de la révolution

En juillet 1917, après les événements qui ont abouti à la répression sanglante des journées de juillet, Lénine rappelait :

*« Le pouvoir était alors en équilibre instable.*

## Histoire : Octobre 1917

Le Gouvernement provisoire et les Soviets se le partageaient par un accord librement consenti. Les Soviets étaient formés par les délégués de la masse des ouvriers et des soldats libres, c'est-à-dire ne subissant aucune contrainte extérieure, et armés. Les armes entre les mains du peuple, l'absence de toute contrainte extérieure pesant sur le peuple, tel était le fond des choses. Voilà ce qui permettait et assurait le développement pacifique de toute la révolution. Le mot d'ordre : «*Tout le pouvoir aux Soviets*», était le mot d'ordre de l'étape immédiate, du tout premier pas à réaliser dans cette voie pacifique de développement. C'était le mot d'ordre du développement pacifique de la révolution, possible, et, naturellement, souhaitable, du 27 février au 4 juillet, et qui est devenu maintenant absolument impossible.



d'entente des partis petits-bourgeois, socialiste-révolutionnaire et menchevique, avec les cadets contre-révolutionnaires a pratiquement fait de ces deux partis les complices et les auxiliaires d'une sanglante répression contre-révolutionnaire. L'inconsciente confiance des petits

bourgeois envers les capitalistes les a amenés, par le développement même de la lutte entre les partis, à soutenir sciemment les contre-révolutionnaires. Le cycle du développement des rapports entre les partis est clos. Le 27 février, toutes les classes étaient unies contre la monarchie. Après le 4 juillet la bourgeoisie contre-révolutionnaire, marchant avec les monarchistes et les Cent-Noirs, s'est adjoint en partie par l'intimidation, les petits bourgeois socialistes-révolutionnaires et mencheviques et a confié le pouvoir d'État effectif aux Cavaignac, à la clique militaire qui fusille les récalcitrants sur le front et massacre les bolcheviks à Petrograd. »<sup>5</sup>

### L'alternative

La tentative de Coup d'État de Kornilov, le 25 août 1917 va confirmer cette analyse. Le Coup d'État de Kornilov – appuyé au départ par le chef socialiste révolutionnaire du gouvernement Kerenski (avant de se raviser in extremis) – aiguillonna la radicalisation des masses et leur liaison avec le seul parti qui défendait leurs aspirations les plus simples, les plus vitales. C'est ainsi que le parti bolchevique devint majoritaire dans les soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats.

Il ne reste alors aux pourfendeurs actuels de Lénine que deux armes : le déni ou la dérision mondaine.

Pour ce qui est du déni, le maoïste défroqué Courtois, est sans appel «*Quant à 1917, il faut dénoncer une nouvelle fois le mythe d'une révolution ouvrière. Il n'y a pas eu de révolution en Février, mais un effondrement du pouvoir en huit jours, appuyé par la soldatesque de Saint-Petersbourg. À partir de là, un processus s'engage, qui va devenir révolutionnaire et dont Lénine tire profit en Octobre, grâce aux fautes politiques du camp démocrate, qui ne s'attendait pas à cette situation. C'est la Révolution*

française en accéléré: cinq ans défilent en huit mois ».<sup>6</sup>

Côté dérision, nous avons évidemment *Libération* (créé lui aussi par d'anciens idolâtres maoïstes) : «*Vladimir Ilitch a eu l'habileté de mourir assez tôt pour ne pas être exagérément comptable de ces dévoiements meurtriers.* »<sup>7</sup>

Nous sommes rodés à ce genre d'allusion : «*si Lénine avait vécu plus longtemps, il eût été « pire » que Staline et si Trotsky avait ravi le pouvoir à Staline, cela aurait été encore bien « pire ».* »

Sans «*si* », ni déni, nous pouvons établir avec certitude qu'en Octobre, l'alternative était : Kornilov ou La prise du pouvoir. «*Eux ou nous* », dans une lutte «*à la vie, à la mort* ». Le souvenir de la révolution russe a soulevé un immense enthousiasme dans de deux nombreux pays du monde. En témoigne, entre autres exemples très nombreux, le succès de la soirée organisée à Buenos Aires par notre parti frère, le MST, dans une salle qui ne contenait pas assez de place pour accueillir tous les auditeurs (plus de la moitié dut suivre cet événement à l'extérieur où les écrans avaient été installés).<sup>8</sup>

A suivre dans notre prochain numéro (la prise du pouvoir)

Luciano Menzi,  
11 novembre 2017

**A noter :** L'auteur de l'article a mis en relief certaines formulations et expressions clés dans les citations de Lénine en employant des caractères gras. Le mot souligné était en italique dans le texte cité. (note n°3)

1. 2. Lettre de loin :

<https://www.marxists.org/francais/...>

3. Lettre sur la tactique :

<https://www.marxists.org/francais/lenin/...>

4. 5. À propos des mots d'ordre :

<https://www.marxists.org/francais/lenin/...>

6. [http://www.lefigaro.fr/histoire/evenements/..](http://www.lefigaro.fr/histoire/evenements/)

7. <http://www.liberation.fr/chroniques/2017/...>

8. A 100 años de la Revolución Rusa:

Gran Acto Homenaje del MST –

<https://mst.org.ar/2017/11/09/100-anos...>

Tout porte à croire que les partisans du mot d'ordre «*Tout le pouvoir aux Soviets*» n'approfondirent pas tous l'idée que c'était là le mot d'ordre du développement pacifique de la révolution. Et pas seulement pacifique en ce sens que personne, aucune classe, aucune force sérieuse n'aurait pu alors (du 27 février au 4 juillet) s'opposer au passage du pouvoir aux Soviets ou y faire obstacle. Ce n'est pas encore tout. Le développement pacifique était alors possible même sous cet autre rapport : la lutte des classes et des partis au sein des Soviets aurait pu, à condition que les Soviets aient pris en temps opportun la totalité du pouvoir d'État, revêtir les formes les plus pacifiques et les plus indolores. »<sup>4</sup>

### La contre révolution avive la révolution

A ses yeux, les terribles journées de juillet où le prolétariat de Petrograd ne pouvait plus «*attendre* » marquent un tournant décisif dans la révolution :

«*Le 4 juillet marque justement un tournant en ce sens qu'après lui la situation objective apparaît brusquement modifiée. L'instabilité du pouvoir a pris fin ; le pouvoir est passé, à l'endroit décisif, à la contre-révolution. Le développement des partis sur la base de la politique*

# La Commune

N° 120 (nouvelle série)

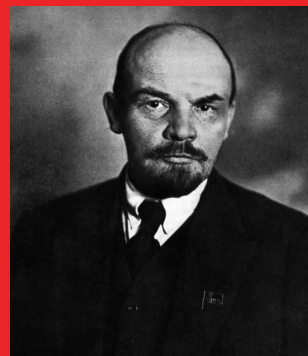
N° 177 (ancienne série)

**Fondateur :** Pedro Carrasquedo †  
(directeur de publication 1992 - 2015)

**Rédacteur en chef :** Daniel Petri

**Comité de rédaction :** Francis Charpentier, Daniel Petri, Wladimir Susanj, Paul Dumas, Rémi Duteil, Isabelle Foucher, Jérôme Lefaure, Julie Charmoillaux, Jenofa Serbielle, Pierre-Yves Chiron, Domingo Blaya, Ada Degert, Jean-Baptiste Carrier, Mohand Kebaïli.

**Directeur de publication :**  
Jean-Baptiste Carrier



Lénine

Commission paritaire en cours

Imprimerie spéciale

\*  
\* \* \*

La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti Communiste en précisant dans la préface de 1872 : « La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts. »

C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et paysan, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à lutter pour la IV<sup>e</sup> Internationale.

*« La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons. Le seul domaine où l'on pourrait puiser cette connaissance est celui des rapports de toutes les classes et couches de la population avec l'État et le gouvernement, le domaine des rapports de toutes les classes entre elles. C'est pourquoi, à la question : que faire pour apporter aux ouvriers les connaissances politiques ? - on ne saurait donner simplement la réponse dont se contentent, la plupart du temps, les praticiens, sans parler de ceux qui penchent vers l'économisme, à savoir "aller aux ouvriers". Pour apporter aux ouvriers les connaissances politiques, les social-démocrates doivent aller dans toutes les classes de la population, ils doivent envoyer dans toutes les directions des détachements de leur armée. »*

**Lénine - Que faire ? (1902)**